

## "Pour l'Europe, restons confiants" dans Le Vif/L'Express (20 mai 2005)

**Légende:** Dans son éditorial du 20 mai 2005, Jacques Gevers, directeur de la rédaction de l'hebdomadaire belge Le Vif/L'Express, fustige l'ambiguïté des arguments avancés en France par les partisans du "non" dans la campagne pour le référendum du 29 mai sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe.

**Source:** Le Vif/L'Express. [EN LIGNE]. [Bruxelles]: L'Express, [25.05.2005]. Disponible sur <http://www.levif.be/CMArticles/ShowArticle.asp?articleID=1036&sectionID=3>.

**Copyright:** (c) Le Vif / L'Express

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/"pour\\_l\\_europe\\_restons\\_confiants"\\_dans\\_le\\_vif\\_l\\_express\\_20\\_mai\\_2005-fr-64798d97-7ecb-4a13-8473-8d51b4727780.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 18/09/2012

## Pour l'Europe, restons confiants

### L'éditorial de Jacques Gevers, directeur de la rédaction

Oui, nous en voulons un peu à la France. Nous regrettons que son président et son gouvernement aient pris le risque de jouer « à la roulette russe » une étape importante de la construction européenne. Jacques Chirac et Jean-Pierre Raffarin n'étaient pourtant pas obligés de soumettre à l'approbation par référendum, le 29 mai, l'adhésion de leur pays au traité constitutionnel européen. Bien sûr, il y a la beauté du geste : les décisions très importantes, dit-on, méritent la consultation du peuple tout entier. Mais la France compte assez de politologues avertis pour savoir qu'en de telles circonstances les gens répondent rarement à la question qui leur est posée. Au gré des vents et des humeurs, ils font varier leur vote en fonction d'une foule de paramètres qui n'ont, le plus souvent, pas grand-chose à voir avec l'enjeu qui est soumis à leur décision. En France comme ailleurs, quand le climat général est morose, ce type de scrutin offre l'occasion d'un défoulement. On vote non car on est « contre » les résultats médiocres de la politique gouvernementale, contre le manque de projets enthousiasmants et d'idées neuves, contre le renouvellement trop lent des élites (toujours les mêmes, Chirac en tête d'affiche depuis plus de trente ans !), contre le manque de clarté dans l'alternative entre la gauche et la droite, contre le sentiment d'impuissance que dégage l'action politique, voire contre l'obligation de travailler le lundi de Pentecôte...

Le débat électoral autour de la Constitution européenne n'a pourtant pas manqué de fond. Depuis des semaines, les partisans du oui comme ceux du non ont eu l'occasion de confronter leurs arguments à loisir. Mais si, du côté du oui, on observe une certaine unité de vue quant aux raisons invoquées pour approuver le traité, on ne peut manquer d'être frappé par l'extraordinaire hétérogénéité des motivations avancées par les tenants du non. Certains rejettent la Constitution parce qu'ils la trouvent trop « libérale ». Mais que veulent-ils, alors ? Une Europe « dirigiste » ? Allons donc ! La planification étatique a montré ses faiblesses et l'économie sociale de marché, dont se réclame le texte, ménage des moyens pour corriger les injustices générées par le « tout à l'économie ». D'autres - à l'opposé de l'échiquier politique, mais pas toujours - voteront non par « souverainisme ». Ces nostalgiques de l'indépendance nationale, adversaires des délégations de pouvoir à un ensemble supranational, croient encore que Paris est le centre du monde. Mais se rendent-ils compte des risques auxquels s'exposerait leur pays s'il ne pouvait s'appuyer sur la « masse critique » de l'Europe, dans un environnement mondial où les poids lourds actuels (États-Unis, Chine, Japon) et futurs (Inde, Russie, Brésil) représentent des potentiels d'influence et de domination face auxquels seule une Europe plus intégrée offre une vraie chance de survie ? Et puis, il y a les boudeurs, déçus que le projet de Constitution européenne n'aille pas plus loin dans le sens du fédéralisme, celui des « États-Unis d'Europe ». Nous aussi, nous le regrettons. Mais quoi ? Faut-il, au nom de cette déception, se mettre dans le sillage de Jean-Pierre Chevènement, Laurent Fabius ou Philippe de Villiers, rejoints par leurs compagnons de route de l'extrême gauche et de l'extrême droite lepéniste ; tous ces gens qui, par calcul ou convictions d'un autre âge, peuvent infliger à leur pays et à l'Europe un recul de plusieurs décennies ?

Car, si la France, cofondatrice à nos côtés de l'Union, moteur traditionnel de l'Europe avec l'Allemagne, dit non à la Constitution le 29 mai, elle donnera un mauvais signal à ses partenaires pris par le doute. Son influence sera considérablement réduite en Europe, pour ne pas parler de son prestige dans le monde. Mais il peut, surtout, en résulter des conséquences dramatiques pour l'Union, que ses règles de fonctionnement actuelles condamnent à l'impuissance et à la stagnation.

Or le projet constitutionnel, si imparfait soit-il comme tous les compromis, ne mérite pas d'être écarté, avec tant de légèreté, par une coalition hétéroclite de mécontents.

[...]